

Présidentielle 2022 : la guerre des ego aura-t-elle lieu à la droite de la droite ?

Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 03 février 2020

Source [Boulevard Voltaire] Pour fêter le Brexit, François Asselineau a réuni, vendredi soir, des responsables politiques qui ont tous en commun de défendre la souveraineté nationale.

Parmi eux, Nicolas Dupont-Aignan, Florian Philippot, Jean-Frédéric Poisson. Aucun représentant du Rassemblement national : avait-il été invité ? Dans le même temps, Stanislas Guerini, le délégué général de La République en marche, fait un déplacement dans le Var pour présenter son parti comme un rempart contre la formation de Marine Le Pen : refaisant le coup du « Fais-moi peur », il annonce son retrait au second tour au profit du candidat le mieux placé pour faire barrage au RN. Ce dimanche, sur *BFM TV*, Marine Le Pen répète qu'elle sera candidate en 2022.

Manifestement, LREM, incapable de présenter partout des candidats et, surtout, de les faire élire, n'a trouvé d'autre moyen, pour dissimuler sa défaite prévisible, que de pondre dans le nid des autres et, dans la perspective des élections présidentielles, de prôner un « choix républicain » partout où le RN sera susceptible de l'emporter. Comme le titrait *Le Parisien* du 13 janvier 2020, il pratique la « stratégie du coucou », nouant des alliances avec des maires sortants de gauche, mais surtout de droite. Une façon de ne pas avoir des résultats trop ridicules et, surtout, de préparer les esprits à faire du second tour de 2022 une répétition de 2017.

Chez les souverainistes, on dirait qu'ils n'ont pas compris les leçons du passé. Quelle que soit la valeur individuelle de chacun des participants à la fête du Brexit, il suffit de regarder leurs résultats aux dernières élections pour comprendre qu'aucun d'entre eux n'arrivera tout seul au second tour – ni même en se réunissant. La seule solution consisterait, dans les deux ans qui viennent, à préparer les conditions d'un rassemblement de tous les nationaux, sans exclure le Rassemblement national. Chacun a quelque chose à apporter, qui peut contribuer à la réussite de tous. Encore faut-il qu'il reconnaisse sa juste place dans cette coalition.

Cela suppose aussi un effort de la part du parti de Marine Le Pen qui ne doit pas s'exclure elle-même. Compte tenu de son poids dans l'électorat, elle peut être tentée de faire cavalier seul, mais elle peut aussi avoir une influence déterminante sur un rassemblement plus large. Rien ne pourra se faire sans une union allant du Rassemblement national à Debout la France, en passant par Les Patriotes de Florian Philippot, l'UPR de François Asselineau, le Parti chrétien-démocrate de Jean-Frédéric Poisson et tous ces mouvements de la « droite hors les murs » que Robert Ménard avait réunis en mai 2016, à Béziers.

Pour arriver à une telle union, il faut que chacun renonce à son ego et mette toutes ses forces dans l'élaboration d'un programme commun qui donne espoir aux Français et sauve la France du mondialisme où

la conduit Macron. C'est le plus important, avant même de décider qui portera ce programme. Il faut aussi contraindre le parti LR – ou, à défaut, ses électeurs – à choisir son camp. Il ne peut continuer à nager entre deux eaux. Le second tour des élections municipales sera, à cet égard, instructif : s'ils n'ont le choix qu'entre un candidat RN et un candidat LREM, quel sera leur vote ? C'est là qu'on verra s'ils sont prêts à sauter le pas.